



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n° 2013-220 du 12 décembre 2013 mettant en demeure la société RUBIS TERMINAL de respecter, dans un délai de 15 jours, les dispositions de la condition 1-7-1 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 portant actualisation des conditions d'exploitation du dépôt, de l'article 54-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 ainsi que les prescriptions de l'article 25 III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) exploitées sur son site 1, avenue Philippe Lebon, à VILLENEUVE-LA-GARENNE



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,
- Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Vu** l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 portant actualisation des conditions d'exploitation du dépôt exploité par la Société RUBIS STOCKAGE à VILLENEUVE-LA-GARENNE, 1, avenue Philippe Lebon
- Vu** l'arrêté préfectoral DRE n° 2011-055 du 31 mars 2011 portant notamment actualisation du classement des installations et modifiant l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 susvisé ;
- Vu** la déclaration de changement d'exploitant en date du 30 mars 2010 (complétée le 16 septembre 2010) effectuée par la Société RUBIS TERMINAL, dont le siège social est situé 33, avenue de Wagram - 75017 PARIS, successeur de la Société RUBIS STOCKAGE dans l'exploitation des installations (déclaration dont récépissé a été délivré le 22 octobre 2010) ;
- Vu** le deuxième alinéa de l'article 54-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé qui dispose : « Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux d'incendie (exercice ou sinistre) polluées par des liquides inflammables ou de l'émulseur, les eaux de purges des fonds de réservoirs et d'égouttures d'exploitation sont collectées au niveau de zones étanches et ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et si besoin qu'après traitement approprié (à l'exception des eaux contenant uniquement un liquide inflammable non dangereux pour l'environnement). En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux peuvent être évacuées vers le milieu naturel dans les limites autorisées par le présent arrêté et éventuellement renforcées par arrêté préfectoral afin que soient respectés les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au point IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. »
- Vu** le deuxième alinéa de l'article 25 III de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié susvisé qui dispose : « III. Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie - 92013 Nanterre Cedex

SERVEUR VOCAL INTERACTIF : 0821.80.30.92 / COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

STANDARD : 01.40.97.20.00 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21 / INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

0°C) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. »

Vu la condition 1-7-1 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 qui dispose :

« **CONDITION 1.7.1 : DISPOSITIONS GENERALES**

Conformément aux dispositions prévues par l'exploitant dans son étude de dangers, aucun produit toxique (rubrique 1111 et 1131), radioactif ou explosif n'est stocké sur le site.

L'établissement peut stocker tous les liquides inflammables à l'exception des hydrocarbures contenant plus de 15% de produits oxygénés, des liquides particulièrement inflammables.

Les alcools stockés ne sont que des alcools aliphatiques.

A tout moment, l'exploitant dispose des éléments permettant de justifier des quantités de substances ou préparations dangereuses présentes sur le site et relevant des rubriques 11...(1100 à 1173).

Tout projet de modification qui conduirait à une valeur dépassant 1 selon la règle d'addition visée à l'annexe II de l'arrêté du 10 mai 2000 devra faire l'objet d'une déclaration de modification et d'une révision de l'étude de dangers».

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 novembre 2013 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 14 octobre 2013, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- Non conformité notable 1

L'inspection a constaté la présence d'un fût d'AO 32 dans le hangar 1 parmi d'autres produits inflammables. L'AO 32 est un produit toxique pour l'homme portant notamment la phrase de risques R-24, pouvant relever de la rubrique 1131.

Pour mémoire, 3 tonnelets contenant ce produit avait été trouvé sous l'auvent lors de l'inspection de 2012.

- Non Conformité Notable 2

L'inspection a constaté que les piézomètres, en particulier P2 et P5 étaient implantés au ras du sol. P5, utilisé pour le pompage de la nappe et implanté le long de la cuvette 1 ne disposait pas de protection particulière et était ouvert. L'absence de protection adaptée au niveau de la tête des piézomètres présente un risque de pollution de la nappe en créant un chemin privilégié d'écoulement des eaux pluviales ou d'un épandage ou de tout effluent susceptible d'être pollué même en situation accidentelle.

Par ailleurs, cette situation conduit, de fait, à une absence d'étanchéité des sols du site.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions relatives aux produits stockés sur son site de la condition 1-7-1 de l'arrêté préfectoral précité du 28 février 2005, et aux prescriptions relatives à l'étanchéité des sols du deuxième alinéa de l'article 54-1 de l'arrêté ministériel précité du 3 octobre 2010, et du deuxième alinéa de l'article 25 III de l'arrêté ministériel précité du 4 octobre 2010,

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure Monsieur le Directeur Général de la Société RUBIS TERMINAL, de respecter les prescriptions de la condition 1-7-1 de l'arrêté préfectoral précité du 28 février 2005, et les prescriptions du deuxième alinéa de l'article 54-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010, et du deuxième alinéa de l'article 25 III de l'arrêté ministériel

du 4 octobre 2010 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Monsieur le Directeur Général de la Société RUBIS TERMINAL, dont le siège social est situé 33, avenue de Wagram – 75017 PARIS, exploitant une installation de stockage et enfûtage de produits pétroliers et inflammables sise à VILLENEUVE-LA-GARENNE, 1, avenue Philippe Lebon, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de la condition 1-7-1 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2005 portant actualisation des conditions d'exploitation du dépôt, en évacuant vers un stockage approprié les produits toxiques pour l'homme stockés sur son site, en particulier le fût d'AO32 dont la présence a été constatée par l'inspection des installations classées lors de son inspection du 14 octobre 2013.

Article 2

Monsieur le Directeur Général de la Société RUBIS TERMINAL, dont le siège social est situé 33, avenue de Wagram – 75017 PARIS, exploitant une installation de stockage et enfûtage de produits pétroliers et inflammables sise à VILLENEUVE-LA-GARENNE, 1, avenue Philippe Lebon, est mis en demeure de respecter, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, l'alinéa 2 de l'article 54-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que l'alinéa 2 de l'article 25 III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en remédiant à l'absence d'étanchéité des sols du site constatée par l'inspection des installations classées lors de son inspection du 14 octobre 2013.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette

décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 5

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de VILLENEUVE-LA-GARENNE et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de VILLENEUVE-LA-GARENNE, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 6

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de VILLENEUVE-LA-GARENNE, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 12 décembre 2013

Le Préfet,
pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général



Christian POUGET